

CAF

Les résultats des élections professionnelles de 2014 n'avaient pas été à la hauteur des espérances : un titulaire seulement au CE, représentativité inférieure à 30 %. Nous avons poursuivi le travail en portant les revendications des salariés, en nous formant, en accueillant de nouveaux collègues, avec le soutien bienveillant de l'UL de Troyes et alentours dans le cadre du plan de syndicalisation.

En septembre 2018, ce travail de fourmi a été plébiscité par les salariés à l'occasion du premier scrutin « CSE » : 66 % pour le premier collègue, 62 % de représentativité. L'employeur est désormais obligé de composer avec nous, il ne peut plus nous contourner.

La nouvelle équipe doit se retrousser les manches, pour assumer seule toutes les responsabilités incombant au CSE. **Du travail donc, de l'adversité toujours, mais l'équipe qui se serre les coudes saura en venir à bout.**

Michel Schmite.

Pôle formation

voir notre programme sur www.udcgt10.fr

Agenda

6 décembre 2018

Élections Fonction Publique

14 décembre 2018

Réunion du bureau de l'UD

14 décembre 2018

Journée d'actions CGT

20 décembre 2018

Réunion de la CE de l'UD

UL de Troyes et Alentours

Continuons à tenir bon les camarades !

Pour l'UL cette année 2018 est marquée par des attaques de Macron et du patronat sans précédent sur le monde du travail.

Cela impacte durement les conditions de vie des salarié-e-s et de leur famille. **Nous faisons plus que résister** en portant et en partageant nos revendications sur les lieux de travail et dans les territoires.

Pour gagner nous devons absolument tenir en augmentant le rapport de force par les luttes et par notre renforcement.

L'histoire de la CGT est longue et ne s'est pas écrite par les médias.

No pasaran les camarades !

Marc Joudelat.



Militants - Adhérents

— entre —

VOUS

— et —

nous

un lien
indissociable



partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.

Déc
2018

Vos sites

www.udcgt10.fr
www.cgt.fr
www.librairie-nvo.com
www.indecosa.cgt.fr
www.ancavtt.asso.fr

f UD CGT AUBE

Vos contacts

- **UD Aube :**
2A Bd. du 1er RAM 1^{er} étage
Tél. : 03 25 73 38 47
Fax : 03 25 73 84 27
e-mail : udcgt10@gmail.fr ;
Les lundis, mardis, jeudis :
de 9 h 30 à 17 h
Le mercredi :
de 9 h 30 à 11 h 30
Le vendredi :
de 9 h 30 à 16 h 45

- **UL Troyes et alentours :**

2A Bd. du 1er RAM 1^{er} étage
ulcgtroyes10@gmail.com

f UL Cgt Troyes

Tél. : 03 25 73 49 40
Permanence pour les syndiqués
9 h 00 à 12 h 00
Permanence conseil
du salarié : mardi de 14 h à 17 h 30

- **UL Romilly-Nogent / Seine :**

Rue de la Boule-d'Or
Tél. : 03 25 24 49 43
Fax : 03 25 24 88 10
Port. : 06 64 52 96 83
e-mail : ul.cgt.romilly@wanadoo.fr

- **UL Brienne le Château :**

25 Rue Maréchal Valée
Tél. 06 63 19 90 97
ul-cgt-brienne@hotmail.fr

- **UL Bar sur seine :**

5 Rue du Palais de justice

- **UL Bar sur Aube :**

9 Rue du collège

- **USR :**

Tél. : 03 25 73 38 47
Secrétariat lundi :
de 14 h à 16 h 30
e-mail : usrctgt10@gmail.com

- **CSD CGT Aube**

Fonction publique territoriale
Tél. : 03 25 73 68 26
le 1^{er} mardi du mois
2A Bd. du 1er RAM rdc
e-mail : cscgt10@yahoo.fr

Imprimé par nos soins

UD AUBE
'AUBE
SYNDICALE
la cgt 10

Le lien avec les syndiqués



Luttes



La violence extraordinaire imposée par le gouvernement et le grand patronat est telle que nous avons du décupler nos actions et notre énergie pour combattre toutes les attaques. Malgré les coups nous faisons plus que résister. Pour preuve le climat social actuel et la volonté affichée de nous rendre invisible et de minimiser notre force. Nous devons continuer à **RÉSISTER**, par l'organisation des luttes, **L'ENTRE-AIDE**, la **SOLIDARITÉ** entre nous, et par l'absolue nécessité de notre **RENFORCEMENT !**

Sylvie Gateau

Le 09 février 2018, 90, % des salariés de la Papeterie Emin Leydier à Nogent sur Seine se sont mis en grève pendant 24h dans le cadre de la NAO 2018. Les revendications sur la rémunération ont été entendues et se sont traduites dans un accord conclu avec la Direction.

Marc Schreiner

Élections
dans la FP

Pour moi 2018 ... pour la CGT
C'est environs 20000 KM

De Nogent à Bayel
D'Evry-le-Châtel à Ramerup
D'Aix en Othe à Brienne-le-Château
Tôt le matin, sous le soleil, sous la pluie, etc.

Bref de belles rencontres... avec les personnels des services de soins et de l'action sociale du département.

Patrick Rodier



Le droit syndical, ça s'use si on ne s'en sert pas !

Le « Chef d'Œuvre » c'est tous les jours dans nos classes.

Si on nous en donne les MOYENS !

La CGT Educ a ouvert la journée de mobilisation du 12 novembre devant le Lycée Marie de Champagne, lycée emblématique puisque ses filières tertiaires sont directement impactées par la réforme de la Voie Professionnelle.

Une bonne centaine de manifestants ont, en début d'après-midi, répondu à l'appel national à la grève de la CGT Educ'Action, FSU, UNSA, CFDT. L'annonce de plus de 2600 suppressions de postes dans les collèges et lycées, de 400 dans les services administratifs, 600 dans le privé a unanimement été condamnée par les organisations syndicales dans le cadre d'une audience avec le directeur de cabinet du préfet alors que les premières suppressions de postes sont évoquées dans les établissements.

Les 70 personnels rassemblés dans l'amphi du Petit Louvre ont ensuite débattu du choix du projet de société que traduisent ces destructions de postes et de la disette budgétaire dont ils vont continuer de faire les frais.

• Pour les Lycées Professionnels, ont été dénoncés plus particulièrement par la CGT Educ et AFPA :

- mise en concurrence avec des formations privées,
- économie de moyens sur le dos des élèves les plus fragiles avec des :
- prévisions de classes surchargées,
- mainmise du MEDEF et retour à une conception purement utilitariste des formations.

• Pour la formation professionnelle pour adultes -AFPA :

- Dans notre région, la condamnation de l'annonce de la fermeture de 5 centres : Romilly, Reims, Thionville -Yutz, Faulquemont et Soultz-sous-Forêts, soit ¼ des centres AFPA.

• Sur la réforme du lycée :

- Le tri social engendré par la mise en place de la réforme du lycée est tout aussi grave puisqu'il accentuera de fait la sortie du système scolaire, déjà amorcée avec Parcoursup, « d'élèves moyens ».

• Sur le primaire :

- les 1800 postes créés pour dédoubler les CP-CE1 en éducation prioritaire sont pris sur le dispositif plus de maître que de classes. Seulement 10% des élèves sont concernés... et les autres ?

Toutes ces mesures sont évidemment en contradiction avec les annonces d'un gouvernement qui, « en même temps » qu'il détruit des postes et renonce à lutter contre les inégalités sociales pour mieux les laisser se traduire en inégalités scolaires nous dit qu'il est urgent de lutter contre la montée des populismes...

Les personnels ne sont pas dupes.

La CGT Educ a invité à une nouvelle assemblée générale le 19 décembre

avant les Conseils d'Administration relatifs aux moyens accordés pour la rentrée. D'ici là les personnels continueront à informer largement sur ces mesures dans le cadre d'heures d'informations syndicales dans les établissements mais aussi en direction des lycées, étudiants et Fédérations de parents qui ne doivent pas se laisser séduire par la rhétorique aguicheuse du Ministère de l'Éducation Nationale.

Pour résumer cette AG:

Le « Chef d'Œuvre » c'est tous les jours dans nos classes si on nous en donne les moyens !

Le droit syndical, ça s'use si on ne s'en sert pas !

Laurence Corpel



SNCF

"La grève Cheminote qui s'est déroulée, au printemps, a coûté 790 millions d'euros selon la Direction du Groupe Public Ferroviaire (GPF). Cela aurait pu coûter beaucoup moins cher si Gouvernement et Direction SNCF avaient bien voulu entendre les cheminot-e-s, négocier avec leurs représentant-e-s et répondre à leurs légitimes revendications.

Par sa communication, la Direction SNCF a reconnu implicitement que les cheminot-e-s, avec leurs conditions sociales, rapportent 21 millions d'€ par jour à l'Entreprise. Alors pourquoi vouloir supprimer le Statut et vider le RH0254 (Contractuel) de son contenu ?

Gage que la Direction du GPF met autant de ferveur à démontrer les bienfaits de l'ouverture à la concurrence du Fret SNCF depuis 2006, de la mise en place de l'Équipement à Agent Seul (EAS - Train sans contrôleur), de l'externalisation et de la sous-traitance ? Quelle plus-value pour le service public ?

Ce qui coûte aujourd'hui au Service Public Ferroviaire, c'est que ses Dirigeant-e-s se comportent comme des financiers et font du business avec de l'argent public !



Aussi malgré les manœuvres de la Direction SNCF, lors des élections professionnelles de novembre, les cheminot-e-s ont renouvelé leur confiance, en la CGT, en la plaçant 1ère organisation syndicale (OS), à la SNCF, avec **34,02% des voix tous collèges, soit plus de 10 points devant la 2ème OS."**

Johan Dijoux

Retraités



L'année 2018 a vu les retraité-e-s descendre dans la rue pour exprimer leur mécontentement concernant les attaques multiples de leur pouvoir d'achat.

De nouvelles taxes sont apparues diminuant le pouvoir d'achat : de 0,3 % avec la CASA, de 1,7 % avec la CSG, soit une baisse de pension de 3 %, c'est-à-dire un tiers de mois de pension perdu chaque année.

Les retraités subissent une nouvelles fois le gel de leurs pensions alors que l'inflation s'élève à 2,2% ces 12 derniers mois.

Tout au long de l'année 2018 ils ont participé en nombre aux différents rassemblements et manifestations organisés dans le département.

Ni nantis, ni privilégiés, ils sont plus que jamais déterminés à défendre leurs droits acquis au cours de leurs vies de travail.

Josie Georgel.

Service Public à la DDT

Nouvelle suppression de service public à la DDT.

A la Direction Départementale des Territoires, ex DDEA, disposait en 2010 de 200 agents. En 2017, nous ne sommes plus que 137 ! La direction de la DDT a annoncé une nouvelle réorganisation de ses services. Avec une baisse tous les ans de 7 % du budget de fonctionnement, la DDT n'a plus les moyens d'entretenir les bâtiments des 2 agences situées sur le territoire à Romilly sur Seine et Bar sur Aube. La DDT a supprimé l'agence territoriale implantée à Troyes et prévoit de supprimer l'agence de Romilly sur Seine en 2021. Celle de Bar sur Aube sera absorbée par la création d'une Maison de Service Public dans la sous-préfecture actuelle. Une nouvelle suppression de service public en milieu rural. Le public sera donc obligé de se déplacer à Troyes pour tous renseignements affairant à la DDT. .

Jean-Michel Barrois